

## Communiqué des syndicats du CNRS

Si l'importance des mobilisations en cours ont obligé F. Fillon et V. Pécresse à annoncer qu'ils renonçaient aux suppressions de postes prévues pour 2010 et 2011 dans les universités, rien n'a été annoncé pour les organismes de recherche. Le fossé existe toujours entre les revendications des personnels des laboratoires et le ministère qui maintient les suppressions de postes dans les labos, qui refuse la mise en place d'un plan pluriannuel de création d'emploi et continue le démantèlement des EPST.

Selon les informations dont nous disposons, mais qui n'ont pas encore été rendues publiques, le CNRS continuera à perdre des emplois sur la période 2009-2013. Cette « version » du contrat d'objectifs et de moyens entérine la baisse de l'emploi scientifique et technique. 596 postes d'ITA et 253 postes de chercheurs seront perdus sur les cinq prochaines années. La création de chaires CNRS-Universités au rythme de 90 par an continuera à consommer deux postes de fonctionnaires pour un emploi créé. Une telle politique de l'emploi est inadmissible. Il est de la responsabilité de la direction du CNRS de revoir d'urgence ses demandes en matière d'emploi et de d'exiger du ministère de réels moyens supplémentaires en terme de postes de titulaires. Les organisations signataires rappellent leur exigence de voir transférer les financements de l'ANR vers les organismes, ces budgets pourraient tout à fait permettre de stabiliser les personnels sur CDD et financer une partie du plan pluriannuel de l'emploi qu'elles exigent.

Pour ce qui concerne les autres aspects du Contrat d'Objectif Moyens – qui donne de plus en plus l'impression de se limiter à un simple contrat d'Objectifs sans moyens, nous voulons rappeler notre opposition de principe sur les points suivants.

- Nous sommes fondamentalement attachés au bon fonctionnement des UMR. Celui-ci nécessite un équilibre sincère entre les universités et les EPST. Cela n'est pas le cas dans les rédactions successives qui nous sont proposées. Nous exigeons un contrat identique entre les laboratoires et chacune de leur tutelle scientifique, quel que soit le gestionnaire financier. Le CNRS choisissant le rôle d'agence de moyens vis à vis des UMR sous gestion universitaire affectera ou retirera des personnels en fonction de critères non pas scientifiques, mais d'opportunité ou de suivi d'indicateurs technocratiques. Nous refusons cette fragilisation des équipes de recherche et rappelons que les salariés ne sont pas des pions.
- Nous récusons le poids excessif que vont prendre le contrôle administratif, le poids des critères et indicateurs non scientifiques. Il faut rétablir le comité national dans tout son rôle d'évaluation des unités, des personnels et de la prospective scientifique. La structuration scientifique doit demeurer la colonne vertébrale de l'organisation de l'établissement. L'administration doit s'organiser en appui de celle-ci en créant la cohérence de l'organisme.

Nous dénonçons également la décision de créer immédiatement, sur ordre du ministère, le dixième institut des Sciences et technologies de l'Information, sans avoir achevé le cycle normal des consultations. Mais là encore, nous ne pouvons interpréter cette décision que comme la volonté d'accepter sans jamais les discuter les ukases du ministère.

Nous exigeons l'ouverture immédiate de négociations avec le ministère sur les revendications des personnels des organismes de recherche. Nous appelons les personnels des laboratoires à amplifier leur mobilisation et à participer à la journée nationale des délégués des assemblées générales de laboratoires.